

NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
8e séance
tenue le
lundi 15 octobre 1990
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 8e SEANCE

Président : Mme MUSTONEN (Finlande)
(Vice-Présidente)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (suite)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES
DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la Commission intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission

Distr. GENERALE
A/C.5/45/SR.8
27 novembre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/45/5 et Corr.1, vol. I, II et III, et Add.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 à 5, Add.6 et Corr.1, Add.7 et Add.8 et Corr.1, A.45/457, A/45/509, A/45/537 et A/45/570)

1. M. KOULYK (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que sa délégation attache une grande importance aux travaux du Comité des commissaires aux comptes et continue de préconiser l'élargissement de son mandat en ce qui concerne le renforcement de la discipline financière ainsi que la divulgation ou l'élimination des cas d'emploi incorrect ou inconsideré des fonds. Elle appuie toutes les mesures visant à améliorer le contrôle budgétaire et financier et à uniformiser le mode de présentation des documents financiers. Elle juge tout à fait opportun que la définition de principes comptables généralement admis ait été examinée lors des consultations qui ont eu lieu entre le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) et elle approuve la demande tendant à ce qu'une étude soit réalisée dans ce domaine avec le concours du Comité international de normalisation de la comptabilité.

2. Il est regrettable que les administrations n'aient pas toutes pris les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif, comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 44/183. Il est plus regrettable encore qu'aucune explication n'ait été donnée à ce manquement. Parmi les abus signalés dans le rapport sur les comptes de l'ONU figurent des exemples de fraude et de compensation abusive au titre des heures supplémentaires payées aux agents du Service de la sécurité et de la sûreté. Il semble aussi qu'on aurait pu réaliser des économies importantes en obtenant le remboursement des loyers et des frais généraux de fonctionnement facturés aux institutions spécialisées et à d'autres entités par les commissions régionales et d'autres bureaux extérieurs. La révision des accords de partage des coûts entre l'Office des Nations Unies à Vienne, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pourrait aussi se traduire par des économies importantes. La délégation ukrainienne approuve la proposition de renforcer sensiblement et à bref délai les fonctions et les structures administratives et budgétaires de l'Office des Nations Unies à Vienne, conformément à l'intention exprimée par l'Assemblée générale de rendre aussi efficace et économique que possible le fonctionnement de l'Office.

3. D'autres entorses graves à la discipline financière ont été notées en ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). S'agissant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la réponse de l'Administration concernant la perte de trois véhicules est tout à fait inacceptable et prouve bien la nécessité d'appliquer concrètement le principe de la responsabilité financière individuelle.

(M. Koulyk, RSS d'Ukraine)

4. La délégation ukrainienne espère que toutes les administrations du système des Nations Unies mettront tout en oeuvre pour donner immédiatement suite aux conclusions et aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif. Elle souhaiterait aussi des précisions supplémentaires sur les doutes exprimés par le Président du Comité quant à la capacité de ce dernier de dresser un bilan complet de l'efficacité des programmes.

5. M. WU Gang (Chine) observe que les rapports du Comité des commissaires aux comptes aident non seulement les Etats Membres à comprendre les réalisations et la situation financière des divers organismes des Nations Unies mais aussi ces organismes à améliorer leur gestion financière.

6. Au sujet du contrôle budgétaire, il semble y avoir eu d'importants dépassements de crédit à l'ONU, au PNUD, à l'UNICEF et à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). En ce qui concerne ce dernier, l'excédent de dépenses est allé de pair avec une insuffisance des annonces de contributions. L'Institut devrait donc s'attacher en priorité à réduire ses dépenses tout en augmentant ses recettes et en améliorant sa gestion. Le PNUD a renforcé sa discipline budgétaire, mais les dépenses de cinq services du siège restent supérieures aux crédits alloués. A l'ONU, 10 chapitres du budget sur 34 ont fait apparaître des dépassements de crédits. L'Administration a opéré de nombreux virements budgétaires d'un chapitre à l'autre pour compenser ces dépassements, mais elle n'a pas pris de mesures concrètes ni efficaces en matière de contrôle. Le Comité consultatif a approuvé les virements en question, tout en notant dans son rapport que l'Administration devait en donner beaucoup plus clairement les raisons. La délégation chinoise pense que ces raisons devraient également être portées à la connaissance de l'Assemblée générale ou de l'organe directeur intéressé. Elle espère que les observations et les commentaires du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif seront dûment prises en considération et que la discipline budgétaire sera désormais renforcée.

7. Le Comité des commissaires aux comptes indique dans son rapport que, dans le cas du PNUD et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la proportion non vérifiée des dépenses relatives aux programmes effectuées par les agents d'exécution, les gouvernements et les organisations non gouvernementales reste trop élevée et que les pièces comptables justificatives ne sont pas suffisantes pour les dépenses au titre des programmes ni pour les dépenses d'appui aux programmes. Il faut renforcer la coopération afin que tous les postes de dépenses soient convenablement vérifiés. En outre, le PNUD et le FNUAP ne font pas suffisamment la distinction entre les dépenses relatives aux programmes, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses d'administration.

8. De nombreux agents d'exécution doivent rationaliser leurs activités de gestion et de passation des marchés. A l'UNICEF par exemple, 24 % des projets financés par prélèvement sur la masse commune des ressources et 42 % des projets financés par des fonds supplémentaires ont des taux d'exécution médiocres. Certains projets de l'ONU souffrent aussi de faibles taux d'exécution, et quelques projets de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains ainsi que

(M. Wu Gang, Chine)

du Centre du commerce international CNUCED/GATT ont connu d'importants retards. La délégation chinoise espère que des explications détaillées seront données sur ces retards et ces mauvais résultats et que certaines organisations auront plus souvent recours à la procédure d'appel d'offres pour passer leurs marchés.

9. Les rapports du Comité des commissaires aux comptes citent de nombreux exemples de lacunes dans le domaine de la gestion administrative. La délégation chinoise espère que les organisations visées accorderont l'attention voulue à ces problèmes et prendront des mesures spécifiques pour les éviter à l'avenir.

10. Dans son rapport, le Comité a formulé une réserve sur la question des contributions non acquittées à l'ONU et au financement des activités de maintien de la paix. Il est évident que des arriérés aussi considérables portent gravement préjudice à la gestion financière de l'Organisation et gênent son bon fonctionnement. La délégation chinoise espère donc vivement que tous les Etats Membres s'acquitteront rapidement et intégralement de leurs obligations financières.

11. Mme OLDFELT HJERTONSSON (Suède), prenant également la parole au nom des délégations du Danemark, de la Finlande, de l'Islande et de la Norvège, dit que les délégations nordiques attachent une grande importance aux travaux du Comité des commissaires aux comptes et à ses rapports, qui fournissent aux Etats Membres une analyse impartiale de la situation financière et de l'efficacité de gestion des différents organismes des Nations Unies. Elles notent avec satisfaction que le Comité a continué à rendre compte des résultats de vérifications spécifiques et à rédiger des notes de gestion contenant des observations détaillées à l'intention des administrations intéressées.

12. Les délégations nordiques approuvent les observations et les recommandations du Comité et appuieront, comme les années précédentes, une recommandation demandant aux organes directeurs compétents de veiller à ce que les chefs de secrétariats intéressés prennent les mesures nécessaires pour donner suite aux recommandations du Comité.

13. Une question particulièrement préoccupante est l'insuffisance du contrôle budgétaire dans certaines organisations, dont l'ONU elle-même, l'UNITAR et le Centre du commerce international. En ce qui concerne l'ONU, le Comité a constaté que le contrôle des dépenses par rapport aux allocations de crédits et au plafond des crédits ouverts n'était pas efficace, d'où l'habitude de procéder désormais à des virements de crédits entre chapitres du budget. Le Comité a fait remarquer que, si l'on ne remédiait pas à cette habitude, le contrôle budgétaire deviendrait sans objet, et il a recommandé que l'on attache la plus grande importance au rapport sur l'exécution du budget, pour éviter les dépassements de crédits. Un affinement des techniques d'estimation des dépenses, notamment dans le rapport final sur l'exécution du budget, permettrait de minimiser la fréquence des virements entre chapitres. A cet égard, les délégations nordiques demandent si le Secrétariat pourrait confirmer que la mise en place du Système intégré de gestion améliorera la situation dans ce domaine.

(Mme Oldfelt Hjertonsson, Suède)

14. Un autre sujet de préoccupation est le manque de clarté de la politique comptable du PNUD concernant les engagements non réglés en fin d'exercice. Le Comité des commissaires aux comptes a fait observer que la méthode comptable adoptée par le PNUD dans ce domaine s'écarterait des normes comptables généralement admises en matière d'achat de matériel, toute commande étant immédiatement inscrite comme dépense avant même que la livraison ait eu lieu. Il s'ensuit des imprécisions dans la présentation des dépenses, et les délégations nordiques espèrent qu'il y sera remédié.

15. Le Comité note aussi que le PNUD et le FNUAP n'ont toujours pas de directives leur permettant de faire la distinction entre les dépenses relatives aux programmes, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses de fonctionnement, et il recommande à nouveau que des directives complètes soient publiées et appliquées pour clarifier la présentation de ces dépenses. Les délégations nordiques appuient cette recommandation.

16. Les délégations nordiques notent aussi avec préoccupation que le Comité s'est vu de nouveau contraint de formuler des réserves au sujet du PNUD et du FNUAP, alors que dans sa résolution 44/183 l'Assemblée générale avait pourtant demandé aux chefs de secrétariats intéressés de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger ou améliorer les conditions qui avaient donné lieu aux réserves du Comité. De nets progrès ont toutefois été réalisés et il faut espérer qu'ils se poursuivront.

17. A l'issue de la vérification des comptes du HCR, notamment celle des comptes du Fonds d'affectation spéciale à destination non spécifiée, le Comité a conclu que le système de contrôle de l'utilisation du Fonds laissait à désirer. Il a donc recommandé que le HCR s'assure que les contributions volontaires sont acceptées et utilisées conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, aux règles de gestion financière des contributions volontaires et, le cas échéant, au Statut et au Règlement du personnel de l'ONU. Les délégations nordiques soutiennent fermement cette recommandation. Dans le résumé de ses recommandations concernant le HCR, le Comité suggère d'explorer les possibilités de trouver des recettes sûres qui s'ajouteraient aux contributions volontaires, devenues très imprévisibles. La difficulté de programmer les contributions volontaires en fonction des besoins de financement opérationnel porte sérieusement atteinte à la capacité d'intervention rapide et efficace du HCR. Les délégations nordiques croient comprendre que le Comité exécutif du HCR compte demander à ce propos l'avis du CCQAB, qui a également signalé ce problème, et elles savent gré au Comité de l'attention qu'il porte à une question d'extrême importance pour les programmes en faveur des réfugiés partout dans le monde.

18. A propos de la gestion, le Comité a attiré l'attention sur le problème de la quantification des produits finals dans le budget-programme de l'ONU et le rapport sur l'exécution du programme, notant que dans le cas des activités financées au moyen de ressources extra-budgétaires la nature des produits n'était pas bien précisée dans le budget-programme et qu'à ce niveau on ne trouvait pas d'indication des ressources allouées. L'Assemblée générale et les pays donateurs ne peuvent

(Mme Oldfelt Hjertzonsson, Suède)

donc pas savoir exactement comment sont utilisées les ressources extra-budgétaires pour atteindre certains objectifs. Le Comité recommande donc d'examiner de façon détaillée le respect du règlement et des règles applicables, notamment en ce qui concerne la planification des programmes et le contrôle de l'exécution de toutes les activités de l'Organisation financées partiellement ou intégralement au moyen de ressources extra-budgétaires. Les délégations nordiques estiment qu'il est indispensable de bien définir les produits dans toutes les activités de planification, de budgétisation, de suivi et d'évaluation. Tout en reconnaissant avec le CCQAB et le Secrétariat qu'il n'est pas toujours possible d'en donner une définition précise, elles approuvent la proposition du Comité et encouragent le Secrétariat à faire tout son possible pour définir les produits aussi clairement que possible.

19. Les délégations nordiques s'inquiètent aussi du niveau d'exécution du programme dans certaines organisations. Le Comité a signalé des problèmes à l'UNICEF, au HCR et à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. Le bilan auquel il a procédé pour l'UNICEF - où le faible taux d'exécution des projets a également préoccupé le CCQAB - a montré que certains projets, imputés sur des fonds supplémentaires ou sur la masse commune des ressources, avaient un taux d'exécution faible, voire nul. Les délégations nordiques espèrent que les mesures correctives envisagées dans ce domaine par l'Administration de l'UNICEF se traduiront par une amélioration des taux d'exécution du programme.

POINT 123 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (suite) (A/45/34, A/45/117 et A/45/441)

20. M. BENNETT (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, les Etats Membres avaient approuvé les recommandations formulées par le CCI dans son rapport sur l'installation d'un système de disques optiques pour le stockage des documents et des archives (A/44/684) et proposé que le Secrétaire général fasse installer ce système durant l'exercice budgétaire en cours. Le Secrétaire général avait également été prié d'élaborer un plan complet d'application intégrale du système proposé, aux fins de présentation à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. La délégation des Etats-Unis espère que le rapport du Secrétaire général servira de catalyseur et que les Etats Membres l'examineront attentivement.

21. L'Assemblée générale est également saisie à sa session en cours d'un rapport du CCI sur la mise en valeur des ressources humaines par la coopération technique (A/45/113). Les recommandations formulées dans ce rapport semblent certes utiles et judicieuses et méritent une étude attentive par les Etats Membres, mais la délégation des Etats-Unis pense qu'avant de se prononcer sur la proposition de créer au sein du PNUD ou d'un autre organisme des Nations Unies un bureau spécial chargé de coordonner les activités de mise en valeur des ressources humaines, il est essentiel de connaître les observations du Comité administratif de coordination (CAC) et du Secrétaire général à ce sujet. De plus, toute proposition de créer un tel bureau spécial ou "organe de liaison" devrait s'accompagner de propositions tendant à réduire les dépenses par ailleurs.

(M. Bennett, Etats-Unis)

22. La délégation des Etats-Unis a une opinion mitigée quant aux progrès accomplis dans l'application des précédentes recommandations du CCI. Le rapport du Secrétaire général (A/45/441) indique que de sérieux efforts ont été faits pour les appliquer dans certains domaines, notamment la représentation du personnel aux conférences et aux réunions de l'Organisation. En revanche, la suite donnée aux propositions du CCI sur la coopération technique entre les organismes des Nations Unies et les pays les moins avancés est moins satisfaisante; bien souvent, les Etats Membres ont simplement été informés que des mesures avaient été prises pour appliquer les recommandations, mais sans exemple précis. Dans le cas des propositions du CCI tendant à réduire la fréquence et le coût des réunions liées à l'exécution d'activités opérationnelles dans les pays les moins avancés, le suivi est encore moins satisfaisant : au paragraphe 31 de son rapport, le Secrétaire général indique que l'étude demandée n'a pas été effectuée, même si apparemment quelques économies ont été réalisées dans le cas des réunions organisées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La délégation des Etats-Unis demande des précisions sur la façon dont les autres organismes et programmes des Nations Unies ont appliqué cette recommandation du CCI.

23. On ne s'est guère efforcé de donner suite aux recommandations formulées par le CCI dans son rapport sur les activités et les structures de l'UNICEF (A/42/136). La position du Directeur général semble être qu'aucune de ces recommandations n'est fondée. Vu les problèmes graves et persistants signalés dans les rapports récents du Comité des commissaires aux comptes, la délégation des Etats-Unis se serait attendue à ce que le Directeur général prenne des mesures positives comme suite à la recommandation tendant à créer un service d'inspection chargé des questions opérationnelles et de gestion. La recommandation tendant à supprimer le poste de directeur général adjoint pour les relations extérieures est également restée lettre morte, malgré la recommandation du Groupe des Dix-Huit visant la réduction du nombre des postes de haut niveau. L'UNICEF a certes besoin d'un puissant soutien extérieur pour mener à bien ses activités, mais la suppression de ce poste aurait montré qu'il est fermement résolu à rentabiliser au maximum ses opérations, ce qui est essentiel pour pouvoir obtenir de nouvelles ressources. Les arguments invoqués contre cette suppression au paragraphe 14 du rapport du Secrétaire général prêtent à confusion et sont hors de propos. De plus, on peut mettre en doute ce qui est dit au paragraphe 18, à savoir que les contrôles et les vérifications sur place font partie intégrante de l'approche suivie par l'UNICEF sur le terrain, quand on connaît les graves lacunes constatées dans l'administration et la gestion des programmes des bureaux extérieurs lors de la vérification des comptes de l'UNICEF pour 1988-1989. Comme il est indiqué au paragraphe 22 du rapport, rien n'a été fait pour donner suite à la recommandation tendant à biennialiser les travaux du Conseil d'administration. Néanmoins, la délégation des Etats-Unis, généralement favorable à la biennialisation du cycle des organes intergouvernementaux de façon à réduire le coût des services de conférence, estime que, dans le cas de l'UNICEF, des sessions annuelles sont sans doute nécessaires pour l'instant afin de protéger les intérêts des donateurs et des bénéficiaires.

(M. Bennett, Etats-Unis)

24. La présentation du rapport annuel du Secrétaire général sur l'application des recommandations du CCI pourrait être nettement améliorée. Ainsi, il serait bon que le CCI puisse commenter les réponses des organisations et des programmes qui font l'objet de ses inspections. La délégation des Etats-Unis espère donc que la Commission, lorsqu'elle rédigera un projet de résolution sur la question, envisagera de modifier l'actuel système de suivi, pour que ce complément d'information puisse être fourni de cette façon aux Etats Membres.

25. Le CCI offre aux Etats Membres une analyse approfondie des activités des organismes des Nations Unies qu'aucun autre organe du système ne serait en mesure de fournir. En même temps, l'Assemblée générale, dans ses résolutions récentes, est de plus en plus précise sur les sujets que le CCI devrait étudier. Or, ces dernières années, les organes directeurs et les Etats Membres ont eu de plus en plus tendance à négliger les rapports du Corps commun et à ne pas tenir compte de ses travaux. Tel est le cas du rapport sur l'évaluation des activités de développement rural dans trois pays africains de la catégorie des pays les moins avancés (A/45/76), qui révèle que les programmes de développement rural souffrent de graves défauts théoriques et conceptuels. Ce rapport, qui figurait à l'ordre du jour de la dernière session du Conseil d'administration du PNUD, c'est-à-dire l'instance la mieux placée pour y donner suite, est resté totalement inaperçu. La délégation des Etats-Unis espère qu'il sera au moins examiné à la session en cours de l'Assemblée générale. Les Etats Membres, qui s'inquiètent de la manière dont l'Organisation mène ses affaires et dépense leurs contributions, devraient s'intéresser de plus près au CCI et à ses conclusions. Le CCI ne peut rester efficace que si l'on accorde à ses rapports l'attention qu'ils méritent.

26. M. ABRASZEWSKI (Pologne) dit que son pays soutient le CCI depuis sa création et juge son rôle extrêmement important. En 1971 et 1972, la délégation polonaise était au nombre de celles qui ont demandé au CCI d'étudier l'emploi d'experts et de consultants dans le système des Nations Unies. Les rapports et les recommandations formulées par le CCI comme suite à cette demande et dont les éléments essentiels ont été incorporés dans des résolutions de l'Assemblée générale et dans l'instruction administrative pertinente du Secrétaire général, sont une preuve concrète de la contribution importante de cet organe aux travaux de la Cinquième Commission et de l'ensemble de l'Organisation.

27. Le rapport (A/45/34) et le programme de travail (A/45/117) du CCI montrent que celui-ci s'emploie de son mieux à répondre aux demandes formulées dans les résolutions de l'Assemblée générale, notamment dans la résolution 41/213, contenant les recommandations du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU, de même que dans les résolutions 43/221 et 44/184 où l'Assemblée a prié le CCI de se concentrer davantage encore sur les questions de gestion et les questions administratives et budgétaires découlant de l'ordre du jour des organes directeurs des organisations participantes, ainsi que sur les principaux domaines qui présentent pour celles-ci un intérêt commun.

(M. Abraszewski, Pologne)

28. Tout en respectant l'indépendance du CCI quant au choix des domaines à inspecter, la délégation polonaise l'encourage à se concentrer sur les questions importantes qui présentent un intérêt commun pour les Etats Membres. La priorité accordée aux questions administratives et budgétaires ainsi qu'aux questions de gestion devrait, au-delà des activités financées au titre du budget ordinaire, englober les divers aspects des opérations de maintien de la paix. La participation du Président et du Secrétaire exécutif du CCI aux travaux de la Cinquième Commission est très utile pour favoriser des débats ouverts et axés sur les questions importantes.

29. Par "inspection", il ne faut pas entendre, comme c'est parfois le cas, des enquêtes limitées aux domaines qui posent problème, mais des enquêtes portant sur tous les domaines où le système des Nations Unies met en oeuvre des innovations importantes susceptibles d'application générale. Tel est le cas de l'excellent rapport sur l'installation d'un système de disques optiques pour le stockage des documents et des archives (JIU/REP/89/11) (A/44/684), qui, au-delà du but visé par l'étude, évoque des possibilités d'application plus larges.

30. Se référant aux observations faites par le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des divers organismes sur les recommandations énoncées dans les rapports du CCI, notamment celles qui n'ont pas été appliquées, l'orateur observe que, parfois, la non-application de ces recommandations ne signifie pas qu'elles sont inadéquates mais que le moment est inopportun, comme cela peut être le cas d'une recommandation de caractère très novateur qui va à l'encontre des méthodes et des pratiques en vigueur.

31. Certes le contenu des rapports du CCI, en faisant ressortir les principales questions et recommandations, est de toute première importance, mais il ne faut pas non plus négliger l'aspect présentation. Ces rapports, qui sont communiqués à toutes les institutions spécialisées participantes, sont en concurrence avec tous les autres documents des Nations Unies et, vu leur caractère technique, il faudrait faire un effort tout particulier pour en rendre la consultation plus facile. Ils pourraient par exemple commencer par un résumé analytique ou, mieux encore, par les conclusions et les recommandations qui seraient développées plus loin : les délégations connaîtraient ainsi d'emblée leur contenu. Il pourrait également être utile d'y inclure davantage de représentations graphiques.

32. M. KABONGO (Président du Corps commun d'inspection) dit que le CCI continuera à tenir dûment compte des remarques et des suggestions qui lui ont été faites et des orientations générales qui lui ont été données par l'ensemble de la Commission au cours des dernières années. Il attachera une attention particulière aux domaines d'importance cruciale, de façon à harmoniser comme il convient les activités des organismes des Nations Unies et à offrir les solutions concrètes et sans équivoque qui finalement permettront d'améliorer le niveau de vie des populations du monde.

(M. Kabongo)

33. En élaborant son programme de travail, le CCI tiendra compte des avis de la Commission sur l'évaluation, l'efficacité et d'autres questions qui concernent directement les Etats Membres. Il accordera une attention particulière aux remarques faites quant à la capacité de certains pays en développement d'acquitter leurs quotes-parts.

34. L'orateur prend note avec satisfaction des remarques faites au sujet du rapport du CCI (JIU/REP/89/9) dans le document A/45/130 et espère que, malgré son emploi du temps chargé, la Commission examinera intégralement ce rapport.

35. L'orateur remercie le représentant de la Pologne de ses remarques et suggestions et l'assure que le CCI continuera à faire de son mieux pour répondre aux espoirs et aux attentes de la Commission.

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/45/11)

36. M. SOTIROV (Bulgarie) dit que sa délégation estime elle aussi que la capacité de paiement des Etats constitue le critère fondamental pour l'établissement du barème des quotes-parts et que la définition du revenu national est à cet égard un facteur décisif. Le Comité des contributions s'est manifestement efforcé de tenir compte des opinions exprimées l'année précédente à la Cinquième Commission et de donner suite aux recommandations énoncées dans la résolution 44/197 A. Les recommandations qui figurent dans son rapport (A/45/11) concernant l'amélioration de la méthode d'établissement du barème pourraient permettre d'évaluer de manière plus juste la capacité de paiement réelle des Etats et de répartir plus équitablement entre eux les dépenses croissantes de l'Organisation. La délégation bulgare appuie sans réserve la proposition du Comité tendant à porter de 2 200 à 2 600 dollars le plafond du revenu par habitant pour tenir compte de l'évolution de la situation économique internationale et de la croissance du revenu moyen par habitant. Comme le montre l'annexe II du rapport, 19 Etats, qui sont pour la plupart des pays en développement très endettés, verraient ainsi diminuer leurs quotes-parts, tandis que celles des pays développés augmenteraient un peu.

37. Il est très important d'adopter un mécanisme correctif tenant compte de la dette extérieure élevée des pays qui se heurtent à de gros problèmes de remboursement, en particulier les Etats qui n'ont qu'un accès limité à des devises étrangères et ceux qui sont les plus touchés par la crise du Golfe. A cet égard, le Secrétariat devrait continuer de mettre à jour régulièrement, par l'intermédiaire des institutions financières internationales, ses données sur la dette extérieure des Etats.

38. La proposition de conserver une période statistique de base de 10 ans garantirait une évaluation équitable de la capacité de paiement des Etats et permettrait de modifier la situation actuelle sans déroger aux principes de cohérence et de stabilité. La délégation bulgare est sensible aux préoccupations exprimées par certains Etats dont le revenu national est sujet à des variations imprévisibles, qui influent sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations,

(M. Sotirov, Bulgarie)

et elle pense que les données sur le revenu national devraient être révisées pour les trois ans et servir ensuite de base pour l'application des mécanismes correctifs de la méthode. Entre-temps, le Comité des contributions devrait continuer de chercher à élaborer un système rationnel et objectif pour remédier aux distorsions résultant des variations de prix qui ne se répercutent pas de façon proportionnelle sur les taux de change.

39. La délégation bulgare estime avec le Comité des contributions que toute modification du taux plafond et du taux plancher serait plus politique que technique. Les annexes au rapport tendent à montrer que le relèvement du taux plafond et l'abaissement du taux plancher risqueraient de modifier sensiblement la quote-part de plusieurs pays et de mettre en question la rationalité de l'ensemble de la méthode actuelle. Ainsi, comme on peut le voir à l'annexe IV.B, un relèvement du taux plancher aurait de sérieuses conséquences sur les pays les moins avancés qui ont déjà du mal à verser leurs contributions.

40. La formule de limitation a été très utile pour éviter dans la mesure du possible des variations soudaines des quotes-parts des différents Etats Membres entre deux barèmes successifs. La délégation bulgare souhaiterait aussi que les catégories d'états utilisées aux fins de l'application de cette formule soient déterminées en fonction de la capacité de paiement. Il serait inopportun de diminuer la quote-part des Etats qui ont un revenu par habitant plus élevé aux dépens de ceux qui ont un revenu faible.

41. M. DIPP GOMEZ (République dominicaine), tout en accueillant favorablement la recommandation visant à porter à 2 600 dollars le plafond du revenu par habitant, pense, comme le représentant du Mexique, que ce relèvement serait sans doute insuffisant, vu les effets de l'inflation internationale. Il juge également regrettable que le Comité des contributions n'ait pas répondu à la demande qui lui avait été faite de poursuivre l'étude des variantes de la notion de revenu et que, dans les tableaux annexés à son rapport, la capacité de paiement ne constitue pas le critère fondamental pour l'établissement du barème des quotes-parts.

42. Dans les divers tableaux du rapport, selon les facteurs et ajustements appliqués, la quote-part de la République dominicaine fluctue entre 0,02 et 0,06 % du budget de l'Organisation. Néanmoins, tandis que d'autres Etats ont vu leur quote-part sensiblement réduite, celle de la République dominicaine reste inchangée à 0,03 %. Ce chiffre ne reflète pas la capacité de paiement du pays et ne tient pas compte d'une dette considérable qui, selon les statistiques de l'ONU et du Fonds monétaire international, dépassait le milliard de dollars en septembre 1990. Les réserves financières du pays ont fortement fléchi au cours des trois dernières années et son revenu par habitant est tombé de 1 332 dollars en 1982 à 851 dollars en 1987. L'orateur espère qu'à sa prochaine session, le Comité des contributions reconnaîtra la diminution de la capacité de paiement de la République dominicaine et qu'il modifiera sa quote-part en conséquence, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 44/197 A de l'Assemblée générale et compte tenu des variantes de la notion de revenu examinées dans les paragraphes 22 à 33 de son rapport.

43. M. ZONGWE MITONGA M'PUILUA (Zaïre) dit que le Comité des contributions doit assurer une répartition aussi équitable que possible des dépenses de l'ONU entre tous les Etats Membres en appliquant le principe de la capacité de paiement. Le barème des quotes-parts doit être établi à partir de données fiables, vérifiables et comparables, la méthode doit être aussi simple, transparente et stable que possible, et le rapport du Comité doit être concis.

44. La décision prise par le Comité de recommander le maintien de la période statistique de base de 10 ans sert l'objectif de la stabilité. La délégation zaïroise accepte aussi sans difficulté les recommandations visant à porter à 2 600 dollars le plafond du revenu par habitant, à maintenir le coefficient d'abattement à 85 % et à conserver la formule de limitation sous sa forme actuelle. Elle convient que toute modification des taux plafond et plancher ne pourrait être sanctionnée que par une décision politique. Le processus d'ajustement exige une certaine souplesse, et il convient de réduire le montant global des ajustements spéciaux.

45. Les mécanismes à mettre en place pour réduire la dette restent encore entourés de graves incertitudes, et cette crise de la dette des années 80 sera un lourd héritage pour les années 90. Notant les efforts faits par le Comité pour étudier des variantes de la notion de revenu, la délégation zaïroise espère que le Comité saura profiter des avantages qu'offre la formule du revenu ajusté.

46. M. RADZI (Malaisie) dit que, malgré les difficultés de la tâche entreprise par le Comité des contributions, les recommandations qui figurent dans son rapport offrent une base constructive pour les travaux de la Cinquième Commission.

47. Au sujet de la méthodologie, il faut souligner à nouveau que la capacité de paiement doit constituer le critère fondamental pour l'établissement du barème des quotes-parts. Tout en approuvant les recommandations du Comité tendant à relever le plafond du revenu par habitant et à conserver le coefficient d'abattement à son niveau actuel, la délégation malaisienne souhaiterait des précisions sur la raison d'être de ces recommandations. Elle souscrit aux recommandations visant à conserver la période statistique de base de 10 ans et la formule de limitation, une fois que les conséquences de cette formule auront été analysées en détail. Elle se félicite aussi de la décision prise de répondre aux besoins des pays pénalisés de façon excessive par la formule des ajustements spéciaux et elle reconnaît que toute modification des taux plafond et plancher exigerait une décision politique.

48. Notant que la dette extérieure influe de manière décisive sur la capacité de paiement de nombreux pays en développement, l'orateur se félicite de la recommandation du Comité visant à utiliser la notion de revenu ajusté en fonction de la dette pour la préparation du nouveau barème des quotes-parts. Cette notion, qui doit toutefois être mieux définie, constitue un pas vers l'atténuation des difficultés auxquelles se heurtent les pays très endettés pour acquitter leur contribution.

La séance est levée à 12 h 15.